CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
20 -02- 1991
Transmis à M. Vandemeulebroecke
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 28 décembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 13 janvier 1975 portant la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée", a donné le 11 février 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 januari 1975 houdende de lijst van de speelapparaten waarvan de uitbating toegelaten is", heeft op 11 februari 1991 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

Alinéa 1er.

La rédaction suivante serait préférable :

"Vu la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, notamment l'article 1er, alinéa 5, modifié par la loi du 22 novembre 1974".

Alinéa 2.

La liste des arrêtés modificatifs est incomplète : il y a lieu de mentionner également l'arrêté royal du 12 janvier 1984.

Proposant.

A l'article 4, § 1er, alinéa 2, est créée une commission dont font partie notamment un fonctionnaire du ministère des Finances et un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Il y a lieu, dès lors, de viser dans le proposant, outre le ministre de la Justice, le ministre des Finances et le ministre de l'Intérieur.

La même observation vaut pour le contreseing.

Dispositif.

Article 1er.

1. La phrase liminaire doit être rédigée de la manière suivante :

"L'article 2 ... est autorisée, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1980, est remplacé par la disposition suivante :".

2. A l'alinéa 1er, les a) et b) doivent être remplacés par 1° et 2°.

3. L'alinéa 2 du même article devrait être complètement remanié. Il utilise une expression "mise de base" dont le sens n'est donné nulle part. Il énumère pêle-mêle des conditions techniques auxquelles les appareils doivent répondre (voir le 1°, le 3°, le 4°, le 5° et le 6°), des conditions à remplir par les exploitants (voir le 2° et le 4°) et une condition concernant les clients (voir le 7°); l'énumération que comporte cet alinéa est coupée par des dispositions autonomes (voir le 4°, le 5° et le 6°).

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé pour l'article 2, alinéa 2, en projet :

"Ces appareils doivent répondre aux conditions suivantes :

1° ils ne peuvent pas être munis d'un dispositif de paiement automatique;

2° la mise de base, c'est-à-dire le montant minimum nécessaire pour faire fonctionner l'appareil, est limitée à cinq francs, l'enjeu minimum étant égal à la mise de base et l'enjeu maximum à cinquante fois la mise de base;

3° des billes supplémentaires ne peuvent être acquises qu'à concurrence de trois au maximum et pour un prix qui est explicitement mentionné sur l'appareil et ne peut dépasser l'enjeu maximum autorisé;

4° l'enjeu maximum doit correspondre à une possibilité de gain maximum;

5° l'enjeu doit être constitué en poussant un bouton prévu à cet effet sur l'appareil autant de fois que l'enjeu choisi contient de fois la mise de base;

6° l'appareil doit pouvoir être mis en marche par l'introduction de pièces de monnaie d'une valeur maximale de cinquante francs;

7° il doit être muni d'un compteur qui comptabilise les mises et le solde restant après sélection de l'enjeu;

8° il doit être équipé d'un mécanisme empêchant son alimentation au-delà de l'enjeu maximum.

Les possibilités de gain ne peuvent en aucun cas dépasser quatre mille fois la mise de base. Les gains

doivent être attribués et payés en une seule fois à la fin d'une partie, c'est-à-dire dès que les billes disponibles sur la base de l'enjeu choisi et, le cas échéant, les billes supplémentaires ont été utilisées (1).

Le nombre d'appareils est limité à trois par établissement, lequel ne peut être ni un parc d'attraction (2), ni une exploitation foraine.

L'accès à ces jeux est interdit aux mineurs d'âge".

Article 2.

Le texte suivant est proposé pour l'article 2 :

"Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

Art. 3. Reste également autorisée, l'exploitation des appareils de jeu de hasard mentionnés ci-après, mais uniquement par des exploitants de parc d'attraction ou par

---

(1) Le texte français du projet porte "extrabilles". Il a paru préférable de le remplacer par "billes supplémentaires", vu que ce sont les termes employés dans le 3° et que le mot "extrabilles" n'est pas français.

(2) Le texte français du projet porte "un parc d'attraction ou un luna park". Selon le supplément du "Grand Robert", luna park était à l'origine le nom (propre) d'un parc d'attraction de la région parisienne et a, par extension, désigné un parc d'attraction du même genre.

.../...

des industriels forains à l'occasion de kermesses, de foires commerciales ou autres et en des occasions analogues :

1° les billards électriques faisant partie d'un jeu de compétition généralement dénommé "Bumper";

2° les grues automatiques munies de griffes ou de bras poussoirs;

3° les jeux de dés automatiques;

4° les jeux généralement dénommés "Pusher" ci-après décrits;

5° les jeux mentionnés dans l'annexe du présent arrêté.

Les jeux visés au 4° ci-dessus sont essentiellement composés d'une ou de plusieurs surfaces horizontales garnies de jetons ordinaires, de jetons bonus ou de plaquettes ainsi que de prix en nature de faible valeur.

Chaque surface de jeu est balayée ... (la suite comme au projet ...)".

Article 3.

Article 4, § 1er.

Le début de l'article 4, § 1er, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Art. 4, § 1er. Une demande de modification de la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée peut être introduite ...".

Le texte proposé couvre les deux hypothèses envisagées (inscription et modification d'un appareil) et est conforme à la terminologie légale.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er de l'article 4 en projet appelle les observations suivantes :

1. Le texte précité ne dit pas par qui la décision est prise. Sans doute, peut-on déduire de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu que c'est le Roi qui prend cette décision (article 1er, alinéa 5), mais il est préférable que ce soit dit dans l'arrêté en projet.

2. La compétence du Roi est liée suivant les termes du paragraphe 1er, alinéa 2, de l'article 4 en projet. Cette compétence liée est contraire à l'article 1er, alinéa 5, de la loi précitée, suivant lequel :

> "Le Roi arrête la liste des appareils de jeu dont l'exploitation reste autorisée dans les conditions prévues par la présente loi".

3. Le texte ne dit pas quel est le quorum requis pour que la commission puisse délibérer valablement et pour qu'une décision soit prise. A cet égard, il y a lieu d'observer que l'absence des membres représentant les Régions ne peut pas affecter le calcul du quorum des présences.

Il est rappelé, en outre, qu'un arrêté royal peut certes offrir aux Communautés ou aux Régions - en l'espèce, les Régions - la possibilité d'être représentées, mais non de leur imposer.

4. Enfin, le même paragraphe 1er, alinéa 2, ne précise pas par qui sont désignés les membres de la commission, ne fixe pas la durée du mandat des membres de la commission et ne dit pas quand les suppléants seront appelés à siéger.

En conclusion, le texte doit être entièrement revu.

Article 4, § 2.

L'alinéa 1er du paragraphe 2 énonce simultanément deux règles distinctes :

1. il autorise la commission à recueillir toutes les informations utiles;

2. il l'autorise à émettre des propositions de sa propre initiative.

La première règle qui est applicable aussi bien quand la commission fait une proposition que quand elle donne un avis à la demande du ministre de la Justice devrait faire l'objet d'un alinéa séparé qui serait l'alinéa 1er

d'un paragraphe 3. La seconde règle pourrait être exprimée plus brièvement et aussi plus clairement.

La seconde phrase de cet alinéa justifie une autre observation relative au fond.

Elle est rédigée comme suit :

"Les avis négatifs émis sur une demande d'inscription sont communiqués aux demandeurs dans les quinze jours de la date de la réunion".

L'avis défavorable de la commission ne liant pas l'autorité investie du pouvoir de décision, la communication de cet avis au demandeur pourrait lui permettre de faire part de ses observations éventuelles sur cet avis avant que la décision soit prise. Mais il faudrait alors accorder à ce demandeur un délai raisonnable pour soumettre ses observations au ministre de la Justice.

Compte tenu des remarques qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"§ 2. La commission visée au paragraphe 1er peut aussi de sa propre initiative, proposer de modifier la liste des appareils de jeu dont l'exploitation est autorisée, soit par le retrait ou la modification des conditions d'exploitation d'un appareil qui y figure, soit par l'inscription d'un nouvel appareil.

§ 3. La commission recueille toutes les informations utiles en vue de donner des avis ou de faire des propositions.

Elle se réunit au moins deux fois par an, en février et en septembre, et examine les demandes de modification de la liste introduites depuis la précédente réunion.

Les avis négatifs sont communiqués aux demandeurs dans les quinze jours de la date de la réunion. Les demandeurs ont quinze jours à dater de la réception de l'avis pour faire part de leurs observations au ministre de la Justice.

Article 4.

Dans le texte français, une virgule doit être insérée après les mots "l'article 1er" (6e ligne).

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

Eerste lid.

De volgende redactie verdient de voorkeur :

"Gelet op de wet van 24 oktober 1902 op het spel, inzonderheid op artikel 1, vijfde lid, gewijzigd bij de wet van 22 november 1974".

Tweede lid.

De lijst van de wijzigingsbesluiten is onvolledig : ook het koninklijk besluit van 12 januari 1984 dient te worden vermeld.

Voordrachtformulier.

In artikel 4, § 1, tweede lid, wordt een commissie opgericht waar inzonderheid een ambtenaar van het ministerie van Financiën en een ambtenaar van het ministerie van Binnenlandse Zaken deel van uitmaken. Bijgevolg dienen in het voordrachtformulier naast de minister van Justitie ook de minister van Financiën en de minister van Binnenlandse Zaken te worden vermeld.

Dezelfde opmerking geldt voor de medeondertekening.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. De inleidende zin moet worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 2 ... toegelaten is, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. In het eerste lid moeten a) en b) worden vervangen door 1° en 2°.

3. Het tweede lid van hetzelfde artikel zou volledig moeten worden omgewerkt. Er wordt een woord "basisinzet", gebruikt waarvan nergens de betekenis wordt gegeven. Het is een opsomming door elkaar van technische voorwaarden waaraan de toestellen moeten voldoen (zie 1°, 3°, 4°, 5° en 6°), van voorwaarden die de exploitanten moeten vervullen (zie 2° en 4°) en een voorwaarde betreffende de cliënteel (zie 7°); de opsomming die in dat lid wordt gegeven, wordt onderbroken door zelfstandige bepalingen (zie 4°, 5° en 6°).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het ontworpen artikel 2, tweede lid; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens :

"Die toestellen moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° ze mogen niet toegerust zijn met een automatisch betalingsmechanisme;

2° de basisinzet, dat wil zeggen het minimumbedrag dat nodig is om het toestel in werking te brengen, is beperkt tot vijf frank, de minimuminzet is gelijk aan de basisinzet en de maximuminzet is gelijk aan vijftig maal de basisinzet;

3° er kunnen maximaal maar drie bijkomende ballen worden verkregen, tegen een prijs die uitdrukkelijk op het toestel vermeld staat en die niet hoger mag zijn dan de geoorloofde maximuminzet;

4° de maximuminzet moet de mogelijkheid bieden om een maximale winst te boeken;

5° het inzetten geschiedt door op een daartoe bestemde knop aan het toestel evenveel keer te drukken als de basisinzet in de gekozen inzet gaat;

6° het toestel moet in werking gebracht kunnen worden door het insteken van muntstukken met een waarde van ten hoogste vijftig frank;

7° het moet voorzien zijn van een teller die de inzetten en het na de keuze van de spelinzet resterende bedrag bijhoudt;

8° het moet toegerust zijn met een mechanisme dat belet dat er meer geld dan de maximuminzet kan worden ingestoken.

De winstmogelijkheden mogen in geen geval vierduizend maal de basisinzet te boven gaan. De winst moet in één keer worden toegekend en betaald na het einde van een spel, dat wil zeggen zodra de overeenkomstig de gekozen inzet beschikbare ballen en, in voorkomend geval, de bijkomende ballen zijn opgebruikt (1).

Het aantal toestellen is beperkt tot drie per etablissement, die noch een pretpark (2) noch een kermisattractie mag zijn.

Voor minderjarigen is deelneming aan die spelen verboden".

Artikel 2.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 2 :

---

(1) In de Franse tekst van het ontwerp staat "extrabilles". Het lijkt beter dat woord te vervangen door "billes supplémentaires", aangezien die woorden in de bepaling onder 3° worden gebruikt en het woord "extrabilles" geen Frans is.

(2) In de Franse tekst van het ontwerp staat "un parc d'attraction ou un luna park". Volgens het supplement van de "Grand Robert" was luna park oorspronkelijk de (eigen)naam van een pretpark in de streek van Parijs en is het bij uitbreiding gebruikt om een soortgelijk pretpark aan te duiden.

"Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 3. Blijft eveneens toegelaten, de uitbating van de hierna vermelde kansspeltoestellen, maar louter door exploitanten van een pretpark of door kermisexploitanten tijdens kermissen, handelsbeurzen, jaarmarkten en dergelijke gelegenheden :

1° elektrische biljarten die deel uitmaken van een competitiespel, gewoonlijk "Bumper" genaamd;

2° automatische kranen met grijp- of duwarm;

3° automatische dobbelspelen;

4° de spelen die gewoonlijk "Pusher" worden genoemd en die hierna worden beschreven;

5° de spelen vermeld in de bijlage bij dit besluit.

De in 4° hierboven bedoelde spelen bestaan in hoofdzaak uit een of meer horizontale vlakken waarop zich gewone penningen, bonuspenningen of schijfjes, alsook prijzen in natura van geringe waarde bevinden.

Ieder speeloppervlak wordt voortdurend geveegd ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 3.

Artikel 4, § 1.

Het zou beter zijn het begin van artikel 4, § 1, als volgt te redigeren :

"Art. 4, § 1. Een verzoek tot wijziging van de lijst van de speelapparaten waarvan de uitbating toegelaten is, kan bij de minister van Justitie worden ingediend".

De voorgestelde tekst dekt de twee beschouwde gevallen (inschrijving en wijziging van een toestel) en is in overeenstemming met de wettelijke terminologie.

Bij het tweede lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 4 zijn de volgende opmerkingen te maken :

1. In de eerder aangehaalde tekst wordt niet gezegd door wie de beslissing wordt genomen. Wellicht kan uit de wet van 24 oktober 1902 op het spel worden afgeleid dat die beslissing wordt genomen door de Koning (artikel 1, vijfde lid). Het zou echter verkieslijk zijn dat dit in het ontworpen besluit wordt gezegd.

2. De bevoegdheid van de Koning is luidens paragraaf 1, tweede lid, van het ontworpen artikel 4 gebonden. Die gebonden bevoegdheid is in strijd met artikel 1, vijfde lid, van de eerdergenoemde wet, luidende :

"De Koning stelt de lijst op van de speelapparaten waarvan de uitbating in de met deze wet overeenkomende voorwaarden toegelaten blijft".

3. In de tekst wordt niet gezegd wat het vereiste quorum is wil de commissie rechtsgeldig kunnen beraadslagen en besluiten nemen. In dat verband dient er te worden opgemerkt dat de afwezigheid van de leden die de Gewesten vertegenwoordigen geen invloed kan hebben op het berekenen van het quorum van de presenties.

Voorts wordt er in herinnering gebracht dat een koninklijk besluit de Gemeenschappen en de Gewesten, in dit geval de Gewesten, weliswaar de mogelijkheid kan geven vertegenwoordigd te zijn, maar dat zulks ze niet kan worden opgelegd.

4. Tenslotte wordt in dezelfde paragraaf 1, tweede lid, niet gepreciseerd door wie de leden van de commissie worden aangewezen, wordt de looptijd van het mandaat van de commissieleden niet bepaald en wordt niet bepaald wanneer de plaatsvervangers zitting moeten hebben.

Kortom, de tekst moet in zijn geheel worden herzien.

Artikel 4, § 2.

In het eerste lid van paragraaf 2 worden twee onderscheiden regels tegelijk geformuleerd :

.../...

1. de commissie wordt erdoor gemachtigd alle nuttige inlichtingen te verzamelen;

2. ze wordt ertoe gemachtigd op eigen initiatief voorstellen te doen.

De eerste regel, die van toepassing is zowel wanneer de commissie een voorstel doet als wanneer zij een advies geeft op verzoek van de minister van Justitie, zou moeten worden geformuleerd in een onderscheiden lid, dat het eerste lid van een paragraaf 3 zou zijn. De tweede regel zou korter en tevens duidelijker kunnen worden geformuleerd.

Bij de tweede zin van dit lid behoort er een andere opmerking te worden gemaakt die betrekking heeft op de inhoud.

Die zin luidt :

> "De negatieve adviezen die met betrekking tot de verzoeken tot inschrijving zijn gegeven, worden aan de verzoekers medegedeeld binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de dag van de vergadering.".

Het ongunstige advies van de commissie is niet bindend voor de overheid die met de beslissingsbevoegdheid is bekleed. Door aan de verzoeker kennis te geven van dit advies, zou hem de mogelijkheid worden geboden zijn eventuele opmerkingen over dit advies te formuleren alvorens de beslissing wordt genomen. Aan die verzoeker zou dan echter wel een redelijke termijn moeten worden gegeven om zijn opmerkingen aan de minister van Justitie kenbaar te maken.

Met inachtneming van de vorenstaande opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De commissie bedoeld in paragraaf 1, kan tevens op eigen initiatief voorstellen de lijst van de speelapparaten waarvan de uitbating toegelaten is te wijzigen, ofwel door de voorwaarden voor de exploitatie van een daarop voorkomend toestel in te trekken of te wijzigen, ofwel door een nieuw toestel in te schrijven.

§ 3. De commissie verzamelt alle nuttige inlichtingen om adviezen te geven of voorstellen te doen.

Zij komt ten minste tweemaal per jaar bijeen, in februari en in september, en onderzoekt de verzoeken tot wijziging van de lijst die sedert de vorige vergadering zijn ingediend.

De negatieve adviezen worden binnen vijftien dagen na de datum van de vergadering aan de verzoekers ter kennis gebracht. De verzoekers hebben vijftien dagen tijd te rekenen vanaf de ontvangst van het advies om hun opmerkingen kenbaar te maken aan de minister van Justitie.

Artikel 4.

In de Franse tekst behoort er na de woorden "l'article 1er" (zesde regel) een komma te worden ingevoegd.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, président de chambre,
kamervoorzitter,

M. LEROY, conseiller d'Etat,
staatsraad,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la
section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSZKY, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSZKY, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.